

Région Paca : Christian Estrosi quitte la présidence

Le Président de Paca a créé la sensation hier soir en annonçant qu'il quittait la présidence de la Région pour redevenir maire de Nice. Renaud Muselier devrait lui succéder à Marseille

Comprenez qui pourra. Christian Estrosi a pris tout le monde de court hier soir. En annonçant non pas son ralliement à Emmanuel Macron, sur lequel d'aucuns pariaient depuis des semaines, mais son départ de la présidence de la Région et son retour à la tête de la mairie de Nice!

Cette double nouvelle, il l'a formulée lors d'une réunion tenue en début de soirée à Nice, à la permanence de sa majorité municipale. Ladite réunion avait été programmée dès le début du week-end, bien avant le succès présidentiel d'Emmanuel Macron. Mais le secret avait été jalousement gardé sur la nature du discours de Christian Estrosi.

Depuis quel temps déjà, répondant aux rumeurs qui l'annonçaient ministre d'Emmanuel Macron, Christian Estrosi n'avait cessé de le répéter, mais on peinait à le croire: non, il ne brigait aucun portefeuille et sa seule ambition se portait sur sa terre et, plus profondément encore, sur sa ville natale. Il l'a confirmé hier soir, publiquement et avec force. «Je vais le dire de manière très claire: ma seule ambition, c'est de servir ma ville et ma région, pas d'entrer au gouvernement. Et mieux que de le dire, je vais le prouver.»

Dès lundi prochain

Selon certaines sources parisiennes, plusieurs ministères d'importance, dont celui de l'Intérieur, lui auraient été proposés par Emmanuel Macron. Quoi qu'il en soit, Christian Estrosi a fait le choix de se recentrer sur sa ville, y compris au détriment de Paca. Il va en effet abandonner la présidence de la Région, qui devrait selon toute logique revenir à son actuel président délégué, le Marseillais Renaud Muselier. La majorité régionale sera réunie dès aujourd'hui pour en décider.

Dans le même temps, le très discret Philippe Pradal, qui lui avait succédé à la tête de la mairie de Nice en juin dernier, a d'ores et déjà remis sa démission au préfet. Christian Estrosi, qui était devenu son premier adjoint omnipotent, redeviendra ainsi maire de Nice à la faveur d'un conseil municipal qui se tiendra lundi prochain. «À l'unanimité, les élus de la majorité municipale ont appelé à ma candidature en tant que maire de Nice », a-t-il précisé hier soir.

À la Région, Christian Estrosi, s'il ne sera plus président, a indiqué sa volonté de jouer encore un rôle important. «Le programme sur lequel j'avais pris des engagements,



Christian Estrosi a annoncé hier soir à sa majorité municipale, à Nice, son grand retour au bercail.

(Photo Franck Fernandes)

s'est-il justifié, est sur les rails. En dix-huit mois, nous avons considérablement modernisé notre territoire et surtout nous avons établi l'équité territoriale. Plus de 80 % des 250 engagements que nous avons pris ont été tenus ou sont en court de réalisation.»

Et de citer notamment «la création de douze opérations d'intérêt régional, la mise sous pression de la SNCF ou une nouvelle politique de l'emploi tournée vers le monde de l'entreprise».

Cette mise en retrait de la Région n'est à vrai dire qu'une demi-surprise dans la mesure où Christian Estrosi était surtout parti au combat régional, fin 2015, par goût de la bagarre politique, restant prioritairement attaché à Nice où il avait été élu maire en 2008.

Durant dix-sept mois, il aura multiplié les allers-retours entre Marseille et Nice, incapable de se résoudre à sacrifier l'une pour l'autre. En privé, il ne dissimulait pas

cependant qu'il laisserait assez rapidement le manche régional à Renaud Muselier. Mais cette passation de pouvoir était plutôt envisagée pour début 2018, après deux années pleines d'exercice.

Quelles motivations?

Reste aujourd'hui à comprendre les motivations de cette décision dont le caractère précipité ne manque pas d'intriguer.

Christian Estrosi a-t-il décidé de se recentrer pleinement sur son fief après n'avoir pas obtenu ce qu'il espérait d'Emmanuel Macron ?

A-t-il perçu que ses soutiens locaux commençaient à prendre ses distances avec lui... Lorsqu'il a voulu fédérer les maires de la Métropole niçoise pour soutenir Emmanuel Macron au second tour, seuls dix-huit sur quarante-neuf ont, en effet, répondu favorablement à son appel.

Dans la guerre fratricide et intime qu'Eric Ciotti et lui se livrent depuis quelques mois, a-t-il senti que l'électorat des Républicains le lâchait quelque peu, même si ses exhortations à voter Macron ont été particulièrement bien suivies dimanche à Nice?

Des aspects personnels, comme sa nouvelle paternité imminente à bientôt 62 ans,

sont-ils entrés en ligne de compte?

Lui seul le sait pour l'instant et n'a pas souhaité hier soir s'épancher plus avant avec nous sur le sujet. Prompt à parler politiquement et à multiplier les interventions médiatiques, Christian Estrosi a toujours été, en revanche, d'une grande pudeur sur sa vie privée.

Nice au cœur

Mais peut-être l'explication est-elle finalement beaucoup plus simple qu'il n'y paraît. Ce fils de Nice voue une passion charnelle et exclusive à sa ville. Il n'a jamais triché dans son engagement à 200 % pour elle. Et l'attentat du 14-Juillet reste pour lui une blessure intime et brûlante.

Puisqu'il l'assure, il faut donc le croire: «Je veux dire aux Niçois que toute ma vie politique a été tournée vers eux et que je mettrai toute mon énergie à continuer à les servir et à embellir notre ville. Je veux les assurer que ce qui a guidé mon action hier, aujourd'hui et ce qui la guidera demain, c'est leur bien-être. Et ni un poste au gouvernement, ni une autre proposition, ne me fera changer d'objectif. Mon objectif, c'est résolument Nice, c'est toujours Nice!»

THIERRY PRUDHON
prudhon@nicematin.fr

« Je ne suis pas un homme de compromissions »

Pourquoi ce choix maintenant?

On arrive au terme d'un cycle. J'ai fait échec au FN à la Région. Emmanuel Macron vient d'être élu. Dans cinq semaines, on aura à mener le combat des législatives. Nous sommes à mi-mandat municipal. Ce que j'avais à accomplir, je l'ai accompli pour notre Région, notre Ville, notre pays. Depuis quelques jours, certains entretiennent des rumeurs selon lesquelles j'aurais été prêt à exercer des responsabilités gouvernementales. Je n'aime pas les ambiguïtés. Je ne suis pas un homme de compromissions, je suis un esprit libre et j'entends le rester! Mon seul objectif, c'est Nice. Je n'ai pas attendu plus que le lendemain de cette élection présidentielle pour faire taire tous les bruits et co-décider avec Philippe Pradal

que je reprendrai le cours du mandat que m'ont confié les Niçois en 2008 et en 2014. Dès maintenant, c'est fini les mauvaises langues et les "qu'en dira-t-on"!

Emmanuel Macron vous a-t-il proposé un ministère?

Il y a eu des discussions qui ont été ouvertes, auxquelles j'ai été associé. Je n'en dirai pas plus, par respect de la conversation...

Après avoir remporté la Région contre le FN, partir n'est-ce pas ouvrir une brèche à Marion Maréchal-Le Pen? Qui pour vous succéder?

J'en parlerai ce mardi matin avec la majorité régionale. Celui ou celle à qui je proposerai ma succession a une déjà une dimension importante, une habitude des combats

politiques et fait partie de ceux qui me secondent avec talent. À mon tour, je le ou la seconderai de toutes mes forces. Je resterai très présent pour ne pas permettre à Marion Maréchal-Le Pen d'avoir le moindre espoir. En même temps, elle va avoir tellement de problèmes à régler avec sa tante qu'elle va être bien occupée!

Eric Ciotti fait le choix inverse: il quitte la présidence du conseil départemental des Alpes-Maritimes pour les responsabilités parisiennes s'il est réélu...

Chacun est libre de mener son parcours comme il l'entend.

Vous prenez vos distances avec les Républicains?

Demain [aujourd'hui, Ndlr], il y a un bureau politique LR à Paris. J'y

appartiens et je ferai entendre ma voix. Aujourd'hui, chez Les Républicains, il y a ceux qui considèrent que nous avons à combattre avant de savoir ce qu'Emmanuel Macron va proposer, ceux qui veulent prendre une revanche... J'ai même entendu certains parler d'exclusion. Mais le premier mot à avoir au lendemain d'une défaite c'est "rassemblement", pas "exclusion". Il faut savoir tirer les leçons de son échec, comprendre ce que les Français veulent... Je suis un progressiste de droite et je considère qu'il peut y avoir des progressistes de droite comme de gauche qui s'entendent pour réformer le pays. C'est parce qu'on n'a pas su réformer que certains se sont tournés vers le FN. J'apporterai ma contribution au débat national pour que nous

ayons des forces de droite constructives qui donnent une chance à Emmanuel Macron de gagner: s'il échoue, c'est la France qui échouera et c'est Mme Le Pen qui gagnera la prochaine fois.

Ce choix est-il aussi un choix personnel et familial?

J'ai beaucoup de bonheur dans ma vie. Que ce soit avec mes enfants ou avec mon épouse qui vit sa vie professionnelle de façon indépendante et qui me laisse très indépendant dans mon choix d'action. Nous sommes très solidaires. Nous attendons un bonheur à venir cet été. Elle aime Nice et j'en suis heureux. Car Nice a toujours été ma raison d'agir pour la vie publique.

PROPOS RECUEILLIS
PAR LAURE BRUYAS

Castaner: « Je crois à la cohérence des Français »

Porte parole du mouvement En Marche! le député des Alpes-de-Haute-Provence Christophe Castaner regarde désormais vers le scrutin des 11 et 18 juin prochain

Nuit courte et déjà une longue journée pour le porte parole d'En Marche! Christophe Castaner, qui retarde son aller-retour à Forcalquier pour embrasser sa famille avant la passation de pouvoirs, prévue dimanche. À l'heure où le mouvement change de nom pour se mettre en ordre de marche en vue des législatives - lui-même brigue un nouveau mandat dans sa circonscription -, Christophe Castaner répond à nos questions.

Vous vous êtes réveillé lundi matin, avec la satisfaction du devoir accompli ou le sentiment qu'il reste encore beaucoup à faire?

Les deux! Je me suis engagé totalement dans la campagne pour l'accompagner vers la victoire, et j'en suis fier. Ensuite, nous avons fait la moitié du chemin: pour qu'Emmanuel Macron puisse transformer et réformer ce pays, il faut qu'il dispose d'une majorité parlementaire pour mettre en œuvre, sur une ligne claire, ce

contrat passé avec les Français.

On relève de ce scrutin le très fort taux d'abstention et de votes blancs et nuls.

J'entends ce discours depuis hier! Mais ça fait un an que l'on dit que le dépassement des partis traditionnels, que le renouvellement de la classe politique sont impossibles. Il faut changer notre regard: Emmanuel a été élu au-delà des espérances des uns et des autres. Aucun sondage ne donnait un candidat vainqueur avec 66 % même dans l'hypothèse où l'adversaire était le FN. C'est la Cinquième République. Les gens choisissent un candidat au premier tour, ensuite on écarte...

Et il l'a reconnu d'ailleurs, que tous ceux qui l'ont élu ne l'ont pas forcément choisi. Après, il y a 20 millions de Français qui ont voté pour lui, et il n'y a pas eu de front républicain!

Dans un mois les législatives. La majorité parlementaire est



« Emmanuel Macron devra apporter des réponses concrètes, précises, aux électeurs du Front national notamment, sur la sécurité, l'emploi, le pouvoir d'achat », explique Christophe Castaner. (Photo PQR/La Provence)

acquise selon vous?

Je ne suis sûr de rien à ce niveau-là. Mais j'observe qu'il y a toujours eu une cohérence entre le choix présidentiel et les élections

législatives. Je crois à la cohérence des Français.

Sera-t-elle stable alors que vos candidats ne seront pas obligés de rendre la carte de leur parti pour porter les couleurs de « La République en Marche! »?

Oui parce que les candidats s'engagent sur un projet politique. Contrairement à la primaire qui a toujours désigné un candidat mais ne validait pas une ligne politique. Parce que celles et ceux qui s'engagent sur le contrat passé entre Emmanuel Macron et les Français hier soir, ils devront tenir ses engagements-là. On ne générera pas nos propres frondeurs! Il suffit d'observer les discussions chez les Républicains, entre Christian Estrosi et Baroin par exemple, pour se dire qu'après le PS, les frondeurs sont intrinsèques à la vie des partis. Là vous aurez des hommes et des femmes qui viennent d'horizons différents à qui on ne demande pas de renier leur appartenance initiale tout en s'engageant sur un projet.

Seriez-vous prêt à travailler au sein d'un même gouvernement avec Christian Estrosi justement?

Après son élection à la tête de la région, j'ai reconnu sa légitimité. Et malgré nos différences, je n'ai jamais contesté le fait de coopérer sur des politiques à l'échelle régionale. Je pense la même chose à l'échelon national. Cependant, nous n'avons pas vocation à être l'un et l'autre des ministres, la question ne se pose pas aujourd'hui.

Quels seront les écueils à éviter pour le nouveau président?

Je ne vais pas vous dire quels sont les écueils qu'il lui faudra éviter, je préfère vous dire qu'Emmanuel Macron devra être le président des solutions! Il doit apporter des réponses concrètes, précises, aux électeurs du Front national notamment, sur la sécurité, l'emploi, le pouvoir d'achat.

PROPOS RECUEILLIS PAR K.M. kmichel@nicematin.fr

Le bal des prétendants à Matignon

C'est le secret le mieux gardé du moment. Et pour cause: Emmanuel Macron a assuré que celui ou celle qu'il s'apprête à nommer à Matignon n'est même pas au courant. Si ça se trouve, à part Brigitte, personne n'est dans la confidence... Du coup, commentateurs et éditorialistes font leur miel des supputations et pronostics en tous genres. Au gré des interviews, le président élu dimanche soir a pourtant restreint le champ. Ainsi nous expliquait-il récemment que « le critère, c'est la compétence, la capacité à tenir une majorité au Parlement et à mener un programme robuste ». Il excluait alors de faire appel à une personnalité de la société civile, précisant que « pour la fonction de Premier ministre, il faut quelqu'un qui connaît la vie politique ». Il y en a quelques uns... Le bal est donc ouvert.

Régulièrement cité, l'actuel ministre de la Défense **Jean-Yves le Drian** est le seul poids lourd socialiste sorti indemne du quinquennat. Sa légitimité est réelle, mais ce choix ne refléterait pas vraiment la volonté de rassemblement et d'ouverture exprimée par le nouveau président. Il faut reconnaître aussi que l'âge de Le Drian (bientôt 70 ans) n'évoque pas franchement le renouveau. Il n'est pas impossible qu'à défaut de proposer Matignon au Breton, Emmanuel Macron préfère le conser-

ver à la Défense. L'intéressé joue la prudence, demandant qu'on laisse au futur locataire de l'Élysée « le temps de réfléchir ».

Fidèle de la première heure, **Richard Ferrand**, 54 ans, présente un profil idéal. Élu député PS en 2012, le secrétaire général d'En marche! a l'expérience parlementaire requise et la confiance absolue de Macron. Handicaps: sa notoriété est à construire et son poids politique insignifiant.

Plus à droite de l'échiquier politique, le député-maire du Havre **Edouard Philippe** pourrait correspondre au portrait-robot du Premier ministre idéal. Pilier du camp Juppé, passé un temps au PS pour suivre Rocard, ce quadra tenait la corde auprès des commentateurs hier et figurait même en tête des top tendances Twitter dans la matinée. C'est dire! Une belle prise en somme, mais là aussi le petit déficit de notoriété d'Edouard Philippe pourrait constituer un frein. Un handicap que n'a pas Xavier Bertrand, suffisamment modéré pour être compatible mais qui a pour défaut majeur d'avoir déjà été plusieurs fois ministre.

La notoriété, **François Bayrou**, 65 ans, en a, lui, à revendre. Peut-être trop d'ailleurs aux yeux d'une partie de la droite qui ne peut pas le voir en peinture. Et puis côté renouvellement de la vie politique, comment dire... Même constat con-



Richard Ferrand



Gérard Collomb



François Bayrou



Sylvie Goulard



Jean-Yves le Drian



Jean-Louis Borloo

cernant **Jean-Louis Borloo** dont l'offre de service spectaculaire ne semble pas avoir soulevé un élan d'enthousiasme du côté d'En mar-

che! Il faut dire que l'ex-ministre de Sarkozy n'est pas un jeunot non plus (65 ans). L'âge semble être également un handicap pour le fidèle

Gérard Collomb. À 70 ans, le sénateur-maire de Lyon est un parlementaire expérimenté.

Pourquoi pas une femme, alors? Emmanuel Macron l'a envisagé à plusieurs reprises, mais les hypothèses ne sont pas si nombreuses. Députée européenne du MoDem depuis 2009, la Marseillaise **Sylvie Goulard** a récemment organisé la rencontre entre Macron et Merkel. Si, à 52 ans, elle n'a jamais été élue à l'Assemblée, c'est une centriste, tout comme **Anne-Marie Idrac** dont le nom revient régulièrement. Cette ex-Juppette (secrétaire d'État aux transports en 1995) a dirigé notamment la SNCF et la RATP. À 65 ans, son expérience est solide, mais elle n'a rien d'une petite nouvelle en politique.

D'autres noms sont régulièrement évoqués, mais avec moins d'insistance: **Christine Lagarde** dont l'étiquette FMI n'est pas le meilleur sésame pour la gauche, **Bertrand Delanoë** qu'on imagine mal sortir de sa retraite ou **Bruno Le Maire**, le candidat du renouveau dont le poids politique à la primaire de la droite n'a pas dépassé 2,4%. Et si la solution se trouvait ailleurs? Après d'une personnalité politique à laquelle personne n'a pensé, sauf le nouveau président. Réponse dans une semaine...

DENIS CARREAUX dcarreaux@nicematin.fr

Le calendrier des premières mesures

La moralisation de la vie politique et la réforme du droit du travail: les premières mesures du programme d'Emmanuel Macron devraient être engagées avant l'été

Un audit des finances publiques: annoncée hier par Emmanuel Macron au lendemain de son élection, c'est la seule nouveauté à apporter aux réformes et mesures que le président de la République évoque depuis de très nombreuses semaines, sans varier son discours.

► Instauration du droit à l'erreur

Il faut d'abord permettre à ceux qui créent, innove et entreprennent, de le faire plus facilement: le «droit à l'erreur» sera mis en place dès l'été. «Cela change la relation entre les personnes, les entreprises et l'administration. C'est donc une administration qui accompagne, plutôt qu'elle ne contrôle et sanctionne», assure Emmanuel Macron (1).

► Moralisation de la vie politique

C'était une promesse faite à François Bayrou: la moralisation de la vie politique devrait être engagée avant le premier tour de scrutin des législatives. À terme, c'est moins de députés et la restriction des mandats dans la durée.

► Réforme du droit du travail

La réforme du droit du travail sera engagée dès l'été et par ordonnances. Elle a pour objet de simplifier le Code du travail en renvoyant à des accords majoritaires de branches et d'entreprises. Une mesure que le Président entend mener avant l'été.

► Transformation de l'Assurance chômage

La réforme sera menée de concert avec celle de la formation professionnelle. L'objectif, dit Emmanuel Macron, est «d'investir, de changer notre système et faire que les deux millions de chômeurs qui n'ont plus les compétences pour reprendre un emploi, compte tenu de l'évolution du marché et des métiers, puissent être formés pour revenir à l'emploi et ainsi diminuer le chômage par ce biais».



Emmanuel Macron laissera les communes et les conseils d'école libres de revenir ou non sur la réforme des rythmes scolaires.

(Photo d'archives Patrick Blanchard)

► Réforme des retraites

La réforme sera engagée en 2018, après une phase de concertation et d'études, au cours du second semestre 2017. L'objectif est d'arriver à «un système plus juste et transparent, par points, où un euro cotisé donnera lieu aux mêmes droits pour tous». Ce sera la fin des 37 régimes spéciaux, dont le RSI (régime social des indépendants). Tous les Français, à cinq ans de la retraite, ne seraient pas concernés par la réforme. Tous les autres rentreront progressivement dans ce nouveau dispositif, en conservant leurs droits acquis en régime spécial pour un temps donné de leur carrière.

► Task force anti-Daech

Dès l'été également, mise en place de la «task force»

anti-Daech. Un «état-major» chargé de coordonner tous les services de renseignements et de lutte contre le terrorisme, ainsi que les opérations de sécurité intérieure et d'une cellule spéciale dédiée à la lutte contre l'État islamique. En matière de sécurité, Emmanuel Macron entend, cet été également, lancer les embauches de 10 000 policiers et gendarmes, pour renforcer la sécurité et créer la police de sécurité quotidienne. Cette police aura de nouveaux pouvoirs: pouvoir d'amende face à la délinquance du quotidien et pouvoir d'éloigner du territoire certaines jeunes qui commettent des troubles.

► Suppression de la taxe d'habitation

C'est l'une des mesures les plus populaires de son programme: le calendrier de

la suppression, en trois ans, de la taxe d'habitation pour 80 % des Français, devrait être engagé dès cet été ou, «au plus tard à l'automne», confie Emmanuel Macron. Dans le même temps, il sera question de la revalorisation du pouvoir d'achat des travailleurs: réforme de la prime d'activités, baisse des cotisations salariales «qui conduiront à augmenter le pouvoir d'achat des travailleurs. À partir du 1^{er} janvier 2018, ce sera l'occasion de gagner l'équivalent d'un treizième mois en plus», assurait le futur Président durant sa campagne.

► Réforme de l'Éducation nationale

Le calendrier de la rentrée 2017-2018 est sans doute trop proche pour engager les mesures destinées à l'École. C'est cependant un volet dont Emmanuel Macron a fait une priorité. Il

entend, sur le sujet en particulier, dédoubler les classes de CP et CE1 en zones d'éducation prioritaires (ZEP) pour atteindre 12 élèves par classe. Il souhaite créer 4 000 à 5 000 postes d'enseignants, donner aux écoles l'autonomie en terme de recrutement au niveau pédagogique, rétablir les classes bilingues, les sections européennes, les études dirigées, etc. Pour la réforme des rythmes scolaires, Emmanuel Macron laisse aux communes et aux conseils d'école le soin de se prononcer s'il souhaite conserver le modèle actuel, garder ou supprimer les activités périscolaires ou revenir à la semaine de quatre jours. Cela ne sera acté, a priori, qu'en 2019.

► Une Europe à revoir

Européen convaincu, Em-

manuel Macron n'en reste pas moins conscient des enjeux qui s'y nouent. Il souhaite lancer, à l'automne 2017, des «conventions démocratiques» dans chaque État de l'Union européenne, pour redonner un sens au projet européen... Il veut également constituer un Parlement de la zone euro, devant lequel serait responsable un ministre des Finances dédié. Ardent défenseur d'une Europe de la... Défense, entre autres, il souhaite également renforcer le rôle de l'Europe dans la gestion des flux migratoires. Mais pour cela, il faudra sans doute davantage de temps...

K. M.

kmichel@nicematin.fr

1. Dans un entretien qu'il nous avait accordé avant le premier tour de la présidentielle.

Les Républicains font face à la tentation macroniste

Bruno Le Maire s'est dit prêt à collaborer avec le nouveau Président et certains lui font crédit d'être un réformateur. Mais LR serre dans l'ensemble les rangs en vue de la bataille législative

Cette élection réputée imperdable aura décidément été celle de toutes les misères pour la droite. Elle n'est pas encore remise de l'incroyable crash de François Fillon qu'elle doit parer au plus pressé pour sauver au moins l'essentiel : éviter l'implosion. On est certes encore très loin de cette hypothèse extrême, mais la primaire et ses suites rocambolesques ont laissé de vilaines balafres au sein des Républicains. Entre Sarkozystes, Fillonistes et Juppéistes, si ça n'est pas vraiment la guerre, ça lui ressemble, comme dirait Johnny.

« S'affranchir des vieilles logiques »

La réalité est cruelle : le sort de la droite est aujourd'hui en partie dans les mains d'Emmanuel Macron. Tributaire des sollicitations auxquelles le vainqueur de la présidentielle pourrait soumettre certaines figures des Républicains. Nul, si ce n'est l'intéressé, ne peut avancer le nom de son futur Premier ministre. Mais pour le nouveau Président, la tentation est sans doute forte de débaucher une figure fédératrice du centre droit. Et cette éventualité, la nature humaine étant ce qu'elle est, suscite évidemment des vocations, qu'elles soient frappées du sceau de convictions progressistes ou d'un certain opportunisme. Avant même dimanche soir, Bruno Le Maire avait proposé sans ambages ses services, invitant « à s'affranchir des vieilles logiques partisanes et à mettre de côté les fausses différences entre les projets, afin d'œuvrer à la réussite de la France ».

Le nom du maire LR du Havre, Edouard Philippe, un proche d'Alain Juppé qui a côtoyé Michel Rocard, circule également avec insistance depuis deux jours.



Nathalie Kosciusko-Morizet, Bruno Le Maire, François Baroin et Laurent Wauquiez : la famille des Républicains vit des heures agitées. (Photos Valérie Le Parc, François Vignola, AFP et PQR/La Provence)

Christian Estrosi et Xavier Bertrand, les présidents de Paca et des Hauts-de-France, font quant à eux souffler le chaud et le froid. Après avoir soutenu Emmanuel Macron sans états d'âme au second tour, ils ont en substance invité leur parti à balayer devant sa porte, tout en appelant toujours au rassemblement au sein de leur famille politique, mais en s'appuyant sur un projet amendé, plus social que celui de François Fillon. « Avant de lancer quelques anathèmes en direction du nouveau Président, nous ferions mieux de nous remettre en question », a ainsi lancé Christian Estrosi, qu'un grand journal parisien citait comme possible... ministre de l'Intérieur. Mais hier soir, l'intéressé a pris tout le monde de court en annonçant son repli définitif sur Nice (lire en page 4).

En faisant crédit à Emmanuel Macron de ses qualités de réformateur mais en s'inscrivant dans la fidélité à leur famille, Xavier Bertrand comme Jean-Pierre Raffarin et quelques autres se posent surtout en recours pour l'après-législatives, en cas de majorité introuvable ou de cohabitation douce.

Nathalie Kosciusko-Morizet est sensiblement dans la même logique, elle qui va se lancer à fond dans la bataille législative sous les couleurs LR, après avoir soutenu Emmanuel Macron sans ambiguïté face à Marine Le Pen.

« Ça devrait tenir »

Chez Les Républicains, le défi de François Baroin, désormais en charge de mener la campagne législative, est donc bien de tenir les troupes le plus longtemps possible et d'éviter quelques départs symboliques qui pourraient ouvrir les vannes en grand. La décision d'En marche! d'autoriser désormais une double appartenance partisane aux législatives étant susceptible d'accroître ce risque.

Et ce, d'autant plus qu'une note confidentielle interne aux Répu-

blicains laisserait planer le risque d'un scénario-catastrophe dans lequel LR pourrait perdre une cinquantaine de députés sur près de deux cents actuellement. Voilà qui n'est pas pour faciliter la tâche du sénateur-maire de Troyes.

Ce dernier peut cependant se targuer à cette heure de la solidité de la famille LR. Les velléités de départ se comptent jusqu'ici sur les doigts d'une main. Laurent Wauquiez résume assez bien le sentiment général : « Macron est un Président élu sans enthousiasme. Pour la droite, l'heure n'est pas à la compromission. » Christian Jacob, Jean-François Copé ou Eric Ciotti, à l'unisson, promettent ainsi « un vrai combat, projet contre projet », insistant sur les différences en matière fiscale ou régaliennne par rapport à Emmanuel Macron. « Ça devrait tenir, au moins jusqu'aux législatives », estime NKM.

« Aucun de nous n'a intérêt à jouer contre son camp, parce que Macron n'aura pas de majorité à l'Assemblée », ajoute Eric Woerth, chargé

de repatiner le projet du parti, en proposant en particulier une baisse d'impôts en direction des classes moyennes.

Bureau politique crucial aujourd'hui

Du côté de l'UDI, Jean-Christophe Lagarde campe lui aussi sur une ligne de partenariat avec LR. « L'heure n'est pas aux combinaisons d'appareils ou au petit jeu des débauchages individuels », tacle-t-il. Les départs de LR pourraient au final se réduire à peau de chagrin, d'autant que les sondages font globalement état, à ce stade, d'une minorité de Français désireux de voir Emmanuel Macron disposer d'une majorité.

Le bureau politique des Républicains, qui se tiendra aujourd'hui, pèsera lourd dans l'avenir du mouvement. « Ça tient pour l'instant mieux que je l'aurais imaginé », confiait hier un ténor du parti.

THIERRY PRUDHON
tprudhon@nicematin.fr

Des sondages très contradictoires

Emmanuel Macron parviendra-t-il à former une majorité? Oui, si l'on en croit une enquête Kantar-Sofres-OnePoint réalisée les 4 et 5 mai dans l'hypothèse d'une victoire d'Emmanuel Macron dimanche.

Selon ce sondage, les candidats investis par En marche! arriveraient en tête avec 24 % des intentions de vote.

Après la majorité présidentielle, Les Républicains sont crédités de 22 %, le Front na-

tional de 21 %. Derrière ces trois formations, la France insoumise obtiendrait 15 % des voix, loin devant le Parti socialiste (9 %) et Europe Ecologie-Les Verts (3,5 %). 46 % des personnes interrogées ne sont pas sûres d'aller voter ou préfèrent l'abstention.

Selon une autre étude réalisée sur des bases comparables par IfoFiducial, En marche! arrive également en tête avec 22 % des intentions de vote, devant Les Républicains et le

Front national (20 % chacun). Suivent la France insoumise (16 %), le PS (9 %) et EELV (3 %).

Les Français ne sont pas à un paradoxe près. Selon une autre enquête Kantar-Sofres-OnePoint, les électeurs sont près d'un sur deux (49 %) à souhaiter que les élections législatives des 11 et 18 juin donnent « une autre majorité à l'Assemblée », ouvrant la voie à l'hypothèse d'une cohabitation.



(Photo Frantz Bouton)

Le FN en quête d'alliés pour les législatives

En évoquant une « alliance patriote et républicaine » dimanche soir, Marine Le Pen entend refonder profondément le parti frontiste pour élargir son assise électorale

« L'élection présidentielle, elle est perdue depuis le 23 avril. Quand on n'arrive pas en tête le soir du premier tour... », dit-on dans les arcanes du parti frontiste dont la candidate, Marine Le Pen, n'a pas réussi son pari. Pourtant, la demande d'une droite extrême est bien présente: en attestent les quelque 11 millions de voix enregistrées au soir du second tour. Insuffisant cependant. Il faut donc pour la candidate FN et son équipe de campagne, tirer les enseignements de cet échec.

Des alliances de partis

En annonçant dès dimanche soir, la refondation de son parti vers une « alliance patriote et républicaine », Marine Le Pen entend donc s'adresser à un plus large spectre électoral, au premier rang duquel la « droite de Robert Menard », comme le confiait l'historien Nicolas Lebourg hier à nos confrères de *Libération*. En substance la droite forte,



Les QG de campagne du Front national se sont rapidement vidés dimanche soir, après l'annonce des résultats. (Photo Frank Muller)

proche de Sarkozy sur les questions sécuritaires; la droite « réac » de Zemmour et de Buisson. Le vote ouvrier et contestataire lui semble acquis (même si Jean-Luc Mélenchon s'est immiscé dans ce décor), c'est donc le « réservoir » de voix le plus important que la candidate doit à présent « séduire ».

La première étape revient donc à « créer les conditions d'accueillir dans notre famille politique celles et ceux qui se sont ralliés à nous au second tour à la candidate du Front national », confie David Rachline, directeur de campagne de Marine Le Pen. Cette nouvelle force politique « prendra acte des alliances que nous sommes

en train de formaliser, poursuit le sénateur-maire de Fréjus, comme nous l'avons fait dans l'entre deux tours avec *Debout la France*. « L'alliance patriote et républicaine », si la formule avancée par Marine Le Pen dimanche soir devait être retenue, pour cette nouvelle formation politique « doit en finir avec la caricature de

notre projet, par nos adversaires notamment, qui est un vrai problème... », ajoute David Rachline. Dont acte. Mais plus encore, cette nouvelle formation politique devra surtout rompre avec l'héritage familial: celui d'un parti fasciste, xénophobe, antisémite dont la majorité des Français ne veulent pas. En substance: il faut à Marine Le Pen « tuer le père ». Et là, ce n'est pas simple.

Quelle stratégie aux législatives ?

Parce que justement, le parti est tirillé entre deux courants. Le premier, celui du vice-président Florian Philippot, qui préfère « taper sur les gens de droite que de s'adresser à eux », dit-on dans les rangs frontistes. Le deuxième est plus conservateur de la « tradition familiale », incarné par Marion Maréchal-Le Pen. Changer de nom sera-t-il suffisant pour dépasser le clivage? « Marine sera toujours la fille de... », résume cet autre frontiste. En tout cas, elle devrait

prendre la tête de cette formation politique élargie, « elle sera le chef de l'opposition », ajoute même David Rachline, pour qui il est impensable « que les Républicains puissent se situer dans l'opposition dans la mesure où ils ont tous appelé à voter Macron ». Cette refondation du parti sera sans doute difficile à mettre en place d'ici le premier tour des législatives. D'abord, parce qu'il ne reste que quatre semaines. Et un changement de nom ne pourrait être entériné que par un congrès. Ensuite, parce que la plupart des investitures ont été données aux candidats du Front national. Candidats qui ont déjà engagé des frais et font campagne. S'appuyer sur des alliances devient, dès lors, quasi impossible. D'autant qu'écarter l'un au profit d'un autre peut être lourd de conséquences. Un risque à éviter certainement pour le parti de Marine Le Pen, quel que soit son nom.

K. M.
kmichel@nicematin.fr

Deux gauches... Et au milieu « coule » le PS

Et si le véritable changement, à gauche, c'était maintenant? Avec l'avènement d'un mouvement dit progressiste, social-démocrate, incarné par le nouveau Président élu et une percée significative de la gauche de la gauche portée par Jean-Luc Mélenchon, le PS, avec des résultats au plus bas dans cette élection, se trouve dès lors au milieu du gué. Les cartes pourraient d'ailleurs être rebattues bien plus rapidement qu'à droite, suspendue aux législatives des 11 et 18 juin. Dès dimanche soir, les scissions sont apparues clairement. Et en tout premier lieu du côté des Insoumis, qui comptent fermement le rester, comme on l'a fort bien compris dans l'entre-deux tours.

Mélenchon à l'offensive

C'est ce qu'il ressort de la déclaration d'un Mélenchon à l'offensive au sortir des résultats et qui s'imaginé vo-

lontiers en premier opposant au « système Macron »: « Le nouveau monarque présidentiel est connu: c'est la guerre contre les acquis sociaux du pays et l'irresponsabilité écologique (...) Nous n'y sommes pas condamnés, les élections législatives doivent montrer qu'après un vote de refus et de peur, le moment est venu d'un choix positif ». Voilà qui a le mérite d'être limpide. Ce qui l'est moins, en revanche, c'est la position d'un PS visiblement pris en étau entre cette France Insoumise et ce qu'il faut désormais appeler La République en marche, celle d'un Emmanuel Macron évidemment décidé à obtenir une majorité parlementaire assez nette pour pouvoir mettre en route ses réformes.

Cambadélis ménage la chèvre et le chou

Et là, chez les socialistes, ça se complique sérieusement, entre ceux qui refusent



À Toulon, dimanche soir, les militants étaient bien loin des préoccupations d'appareil. (Photo Luc Boutria)

d'adhérer et les soutiens de la première heure, ceux qui se sont ralliés sur le tard et les réfractaires persuadés que cette victoire marque avant tout la défaite du Front national. C'est ce qui s'appelle, vulgairement, « avoir le cul entre deux chaises ». C'est assez inconfortable. Et surtout très bancal. D'un point de vue purement logique, la raison voudrait donc que les uns rejoignent Macron, les autres Mélenchon.

Ce qui signifierait... la mort d'un parti qui n'a jamais su réconcilier ses deux courants. Du coup, la logique... On comprend ainsi le flou entretenu par Jean-Christophe Cambadélis dans son discours, dimanche soir. Sans crier au loup, force est de constater que le premier secrétaire du PS y ménage... la chèvre et le chou. « Si nous souhaitons la réussite de ce quinquennat pour la France et les Français, nous sommes

persuadés que seuls l'esprit de dialogue, l'impérieuse obligation de préserver notre cohésion par la justice sociale et l'écologie solidaire permettront à notre pays de s'en sortir. »

Vers un pacte de non-agression ?

Comprendre ce qu'exprime, plus cash, Najat Vallaud-Belkacem, qui a confirmé sa candidature à la députation sous l'étiquette PS: « Quand Emmanuel Macron voudra augmenter le minimum vieillesse, je considère que c'est une bonne politique, et je la soutiendrai. Quand il voudra renforcer le contrôle sur les chômeurs et suspendre leurs allocations quand ils auront refusé deux offres d'emploi, je considère que ça n'est pas une bonne politique et donc je le combattrai ». Reste que Macron pourrait remettre les choses en ordre... de marche, s'il décidait d'un accord, d'une sorte de pacte de non-agression

dans les circonscriptions considérées comme « gagnables » par certains poids lourds socialistes.

« Deuil » programmatique

D'autant que le PS semble avoir déjà fait le « deuil » programmatique de son candidat défait, Benoît Hamon, si l'on en croit sa plateforme législative, à laquelle a eu accès *Paris-Match* il y a quelques jours. Exit le revenu universel, le 49-3 citoyen et autres sortie du diesel d'ici 2025. On y voit même apparaître... l'autrefois décriée suppression de la taxe d'habitation pour 80% des foyers, l'une des mesures phare du candidat d'En Marche! De là à en tirer des conclusions? On ne le sait que trop, dans la vie et plus encore en politique, la vérité d'un jour et loin, très loin d'être toujours celle du lendemain...

STÉPHANIE MAYOL
smayol@nicematin.fr

Huit circonscriptions varoises où rien n'est joué

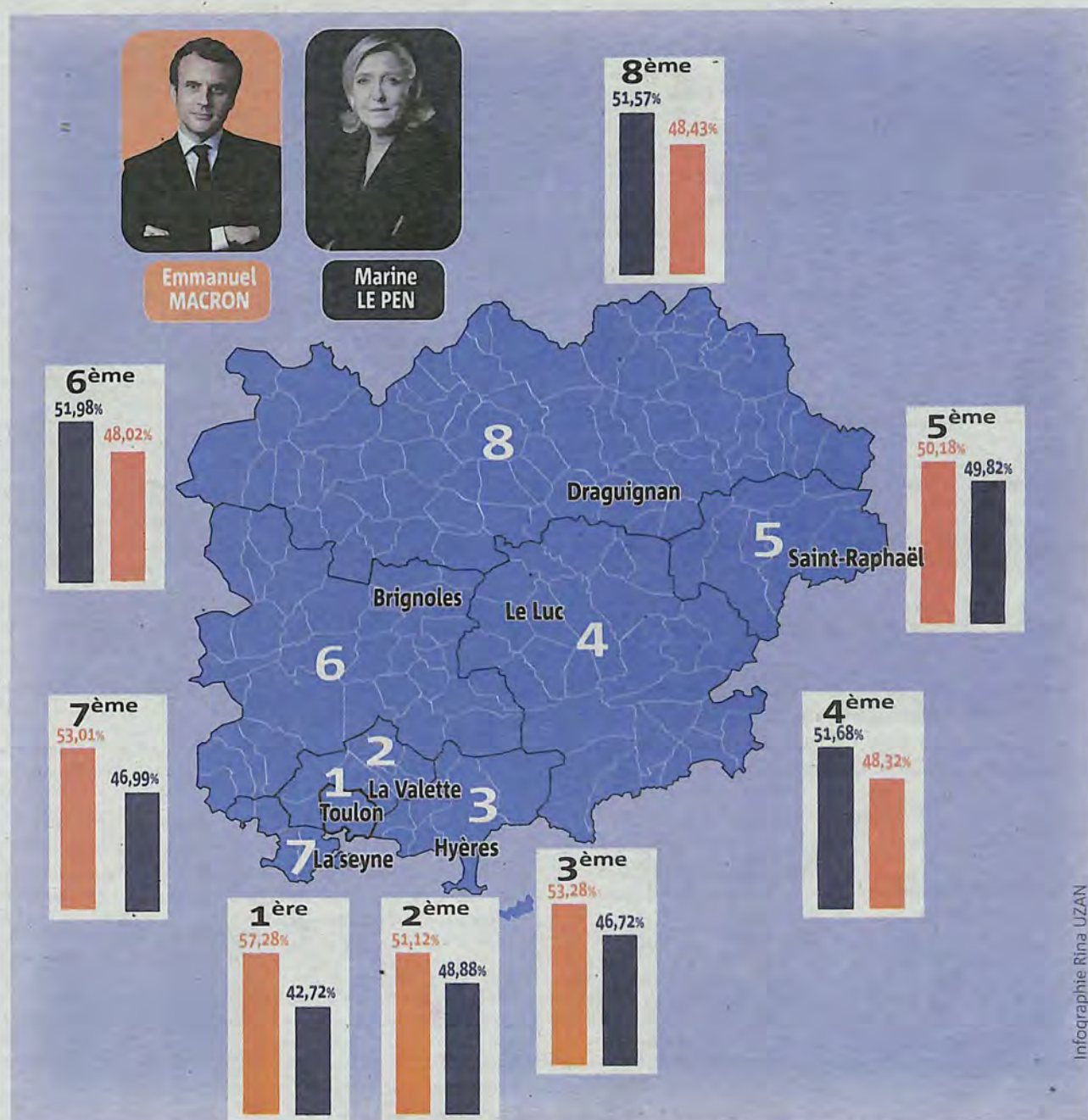
Après les régionales de 2015, Les Républicains pouvaient s'inquiéter pour deux ou trois sièges de député. Avec l'irruption de La République en marche de Macron, le scénario se complique encore

Huit circonscriptions dans le Var, huit sièges pour la droite. Dans la foulée de l'élection de François Hollande en 2012, Les Républicains (LR) - l'UMP à l'époque - avaient réalisé un grand chelem. Grosse frayeur en 2015, quand tombent les résultats des régionales: avec 40 % au 1^{er} tour en Paca, le Front national de Marion Maréchal-Le Pen se met à rêver de victoires aux législatives dans le Var. Espoir conforté par le score de Marine Le Pen au 1^{er} tour de la présidentielle, il y a 15 jours. Sauf qu'un troisième larron s'invite au bal des isoloirs: La République en marche d'Emmanuel Macron, riche des 50,8 % obtenus dimanche soir dans le département. Même si, à ce jour, aucun candidat varois n'est connu...

► 1^{re} circonscription: la bataille de Toulon

Les Macronistes se frottent les mains à la lecture du score de leur poulain, avant-hier dans cette circonscription 100 % toulonnaise: 57,28 %, record varois. Qui portera les couleurs d'En Marche? Les adhérents n'en ont pas la moindre idée. Ils ne sont pas censés savoir lesquels d'entre eux ont rempli le formulaire de candidature en ligne. Le candidat PS Valentin Gies aimerait cumuler les investitures: ce ne sera pas possible. Philippe Sans, un adjoint dissident d'Hubert Falco, serait lui aussi tenté par une investiture présidentielle, ainsi que le MoDem Pierre-Jacques Depallens. À moins que le parti préfère finalement investir une femme...

Qui que ce soit, le porte-drapeau de la majorité présidentielle trouvera sur sa route la véritable favorite de l'élection: la députée sortante Geneviève Lévy (LR). En 2012, elle est sortie grand vainqueur d'une triangulaire, dans l'une des 52 circonscriptions qui ont placé François Fillon en tête du 1^{er} tour de la présidentielle. Son atout maître: le soutien indéfectible du maire de Toulon. Le FN a tenu cette circonscription pendant quelques mois, il y a 20 ans, grâce à Jean-Marie Le Chevallier. Amaury Navaranne, son can-



didat cette année, aura du mal à rééditer l'exploit. À gauche de la gauche, Luc Léandri, l'un des cadres varois de la France insoumise, espère faire plus que de la figuration.

► 2^e circo: parachutage présidentiel?

Alexandre Zapolsky: le nom du PDG de Linagora, un gros éditeur français de logiciels libres, circule. Depuis quelques jours, il multiplie les déplacements dans le Var. Il pourrait bien griller la politesse à Cécile Muschotti (PS). Un parachutage qui en dit long sur les ambitions de En Marche! dans notre région. Emmanuel Macron l'a largement emporté au second tour dans cette circonscription, où le PS avait réalisé un bon score en 2012. Mais c'est sans compter sur un certain Philippe Vitel (LR) qui a l'avantage du terrain

► 3^e circonscription: appétits voraces

Jean-Pierre Giran (LR) l'avait largement emporté en 2012. Un bonus psychologique dont il ne profitera pas cette année: le député sortant ne se représente pas. Il passe le témoin à Jean-Louis Masson, le maire de La Garde, un élu bien implanté dans une circonscription où François Fillon a tutoyé les 27 % il y a 15 jours. Arrivé en tête au 1^{er} tour, le FN envoie la Crauroise Aline Renck-Guigue au front, sur un territoire où le parti a du mal à briser le plafond de verre. Emmanuel Macron, en tête dimanche, n'a que l'embaras du choix pour choisir

► 4^e circo: la guéguerre du Golfe

Jean-Michel Couve (LR) l'avait sèchement emporté en 2012 face au FN. Le député tropézien jette l'éponge. Pour garder le Golfe à droite, Les Républicains investissent la Raphaëloise Françoise Dumont, au grand dam de la Cavalairoise Annick Napoléon. Méfi! Le Front national montre de grandes dents. En tête à la présidentielle, au 1^{er} comme au 2^e tour, le parti missionne Philippe Lottiaux, un collaborateur de David Rachline. Le parti d'Emmanuel Macron, crédité dimanche d'un honorable 48,3 % grâce au bon report de voix

son représentant: Michel Dequatremare, directeur de l'IUT de Toulon, le journaliste Claude Ardid, le trésorier varois d'En Marche! Thierry Gonzalez, ou l'élu PS hyérois William Seemuller.

► 5^e circonscription: compteurs à zéro

En 2012, Georges Ginnesta (LR) avait renvoyé David Rachline (FN) à près de 20 points. L'Est-Var ne refait pas le match cette année: le maire de Saint-Raphaël passe le flambeau à un adjoint, Guillaume Decard. Son voisin fréjusien se défait en faveur de... un inconnu. Le Front national n'a pas encore livré son identité, même si le nom de Damien Philippot, le frère du vice-président du parti, revient régulièrement dans la campagne. Le socialiste Jean-Pierre Meynet, très tôt rallié à Emmanuel Macron, devrait livrer bataille au nom de la majorité présidentielle. Contre toute attente, le nouveau Président a devancé diman-

che Marine Le Pen, dans une circonscription où la droite et le FN ont cartonné au premier tour.

► 6^e circo: le centre Var penche à droite

Elle l'avait largement emporté en 2012, mais cette fois, Josette Pons préfère se concentrer sur son mandat de maire de Brignoles. Sous l'étiquette Les Républicains, Marc Lauriol va devoir ferrailer ferme pour garder cette circonscription qui a voté Le Pen, dimanche, à 52 %.

Face à lui, Jérôme Rivière, ce transfuge de l'UMP devenu spécialiste des questions de défense pour le FN. Le Front national a tout intérêt à une triangulaire, après un premier tour « présidentiel » à 33 %. Le candidat(e) de La République en marche aura du mal à jouer le troisième homme (ou femme) dans cette partie du département.

► 7^e circonscription: un casting incertain

Macron vainqueur aux points dans la septième. Ses 53 % au second tour doivent beaucoup à la mobilisation des électeurs seynois. Du coup, l'investiture En Marche! est très convoitée. Jean-Pierre Colin, opposant UDI à Marc Vüillemot, se propose, afin de « donner une majorité de la Droite humaniste et du centre » à Emmanuel Macron. Le PS compte sur le jeune socialiste Jimmy Coste pour retrouver des couleurs, après l'échec de Benoît Hamon. Le frontiste six-fournais Frédéric Boccaletti, vieil habitué des scrutins locaux, ambitionne mieux que les 23 % obtenus en 2012.

► 8^e circonscription: le jeu est ouvert

Olivier Audibert-Troin (LR) travaille depuis des mois à sa réélection. En 2012, il n'avait devancé son challenger socialiste que de 3 points. Cette fois, match à trois. Face à lui, le maire de Tourtour, Pierre Jugy, soutenu par un FN qui pointe en tête, dimanche, dans la circonscription. En Marche! dévoilera dimanche le nom de son poulain: le favori est Fabien Matras, le maire de Flayosc.

PATRICE MAGGIO
pmaggio@nicematin.fr

Infographie Rina UZAN

Avec Macron, « ça ne changera pas grand-chose »

Le nouveau chef de l'État n'a pas la cote d'amour à La Garde-Freinet. S'il y réalise l'un de ses meilleurs scores dans le département, son élection suscite peu d'espoir chez les habitants

La Garde-Freinet⁽¹⁾ avait placé François Fillon en tête le 23 avril. Dimanche, c'est l'une des huit communes varoises⁽²⁾ où Emmanuel Macron a dépassé 60 % des suffrages exprimés. Aucun enthousiasme pourtant parmi les Gardois. Entre scepticisme et appréhension, la résignation l'emporte sur sa capacité à améliorer le sort des Français. Hier matin, à l'issue de la cérémonie commémorative de la Victoire du 8 mai 1945, le maire Jean-Jacques Courchet refusait de commenter le score dans sa ville: « la population a fait un choix, moi je suis neutre, je n'ai aucun avis », répond-il sèchement. Sortant du cimetière où se trouve le monument aux morts du village, Jean-Claude Cavallo, retraité de 71 ans, guide son ami Marcel Sénéquier, 86 ans, malvoyant. « Je suis content. J'ai voté pour lui aux deux tours. Il a l'air bien. S'il tient ses promesses ça sera encore mieux » souligne le premier.



Jean-Claude Cavallo a voté pour Emmanuel Macron : « Il a l'air gentil. S'il tient ses promesses ce sera encore mieux ». Son ami Marcel Sénéquier a, lui, boudé les urnes aux deux tours. (Photos Philippe Arnassan)

fera ce qu'il pourra... Je ne crois pas trop aux miracles ».

« Tout augmente sauf les salaires »

Daniel Rio, 68 ans, est résigné. Avec 700 euros de retraite par mois, cet ancien sculpteur et tailleur de pierre pour les Monuments historiques, ne croit pas que son sort va s'améliorer. « J'ai voté pour Marine Le Pen le 23 avril, et, au dernier moment, pour lui au second tour. Elle ou lui, ça ne changera pas grand-chose. En plus, je trouve qu'il est imbu de sa personne ». Carlos, 56 ans, salarié dans les espaces verts, partage son avis: « J'ai voté pour lui parce que c'est le candidat du travail. Après, on verra ce qu'il fera mais je pense que pour moi ça ne changera

rien. Avec Sarkozy et Hollande, ça n'a rien changé. On paye de plus en plus d'impôts, tout augmente, les loyers



Marie-Françoise espère que le dialogue l'emportera.

sont très élevés, et les salaires ne bougent pas. J'ai plus d'inquiétude que d'espoir. « Ce serait bien de revaloriser le travail en France », estime un couple de commerçants du village, qui a opté pour François Fillon au 1^{er} tour et avoue avoir voté pour Emmanuel Macron « par dépit » au second. Ils ne lui feront pas d'autre cadeau: « Qui est derrière lui? On va le voir avec son gouvernement. Sa marge de manœuvre est étroite. Il n'y a pas de miracle à attendre. Aux législatives on va voter LR, pour peser et le contraindre à un gouvernement d'Union nationale ».

Yohann Guenegant a rejoint les abstentionnistes, après avoir choisi Jean-Luc Mélenchon. Ce jeune « insoumis » de 27 ans a peu d'espoir: « je n'attends pas grand-chose du nouveau président. J'irai voter aux législatives pour faire entendre ma voix », promet-il.

« J'espère qu'il va bien s'entourer »

Marie-Françoise Ollivier, qui avait préféré le candidat des Républicains à Emmanuel Macron, est l'une des rares à être optimiste: « Il fallait un peu de remue-ménage, de sang neuf. Il a du potentiel. Je pense qu'il a de bonnes idées et j'espère qu'il va s'entourer de gens bien, estime cette ancienne employée de banque. Je souhaite qu'il y ait un dialogue entre eux, comme dans n'importe quelle équipe. C'est en discutant qu'on fait avancer les choses ». Sur la terrasse de son restaurant, Gilles débat avec un couple de clients. « On vient d'Amiens et on est content parce qu'il incarne la jeunesse, la démocratie. Cela donne un regain d'espoir, d'optimisme », assure le vacancier qui s'est mobilisé dans un comité En marche. On a fait un travail de terrain, avec conviction. Il va rendre possible le dialogue

entre patrons et employés ». Son hôte est partagé: « Macron, c'est le système qui continue, la bourse qui dirige.



Yohann ira faire entendre sa voix aux législatives.

Pour mes enfants, cadres dans des grosses boîtes, c'est excellent, estime Gilles. Moi, j'aurais voté pour lui si j'étais resté à Paris. Mais j'ai quitté

la capitale pour vivre ici une certaine décroissance. Je n'attends pas de changement. Ce n'était pas mon candidat au 1^{er} tour, mais je suis rassuré par rapport à ce que cela aurait pu être ».

Et d'ajouter: « Il ne faut pas oublier que le FN a été créé par des miliciens, des fascistes, et un tortionnaire de la guerre d'Algérie ». Rassurée, Patricia l'est pour les mêmes raisons « J'ai voté Mélenchon et j'ai failli voter blanc après, mais je n'ai pas voulu courir le risque que Marine Le Pen passe. Lui, c'est le moins pire ».

« Et nous, les classes moyennes? »

En revanche, cette quadragénaire, intendante au festival de Ramatuelle, redoute sa politique: « J'appréhende, j'attends de voir ce qu'il fera pour les classes moyennes. Nos salaires n'augmentent pas, contrairement à tout le reste. Je ne pense pas qu'il fera quelque chose pour nous ».

Jean-Pierre, son conjoint, assume son vote frontiste. Et prédit: « on tient sur un fil. Les banques vont diriger. Le jour où il y aura un problème, nos comptes seront bloqués comme en Grèce ».

Leur amie Pierrette n'a pas voté: « ça ne sert à rien. On vote et après, on ne nous calcule plus. Désormais, mon parti c'est l'abstention ».

VÉRONIQUE GEORGES
vgeorges@nicematin.fr

1- Rappel du second tour à La Garde-Freinet: 1362 inscrits, 917 suffrages exprimés. Abstention 23,13 %. Emmanuel Macron 571 voix (62,27 %), Marine Le Pen 346 voix (37,73 %).

2- Bauduen (60,61 %), Brenon (76 %), Châteauvert (60,19 %), Correns (64,19 %), La Garde-Freinet (62,27 %), Ramatuelle (61,68 %), Le Rayol-Canadel (61,45 %), Trigrance (76,67 %), Vèrignon (79,17 %).



« Ça ne changera pas grand-chose », selon Daniel.

Le second n'est pas allé aux urnes « parce qu'aucun candidat ne me plaisait ». Mireille est sceptique elle aussi: « Emmanuel Macron



Gilles est seulement satisfait de l'échec du FN.



Malgré son sourire, Patricia appréhende la suite.

Dans ces villages, le FN fait plus de 60 %, sans raison claire

Centre Var Forcalqueiret et Rocbaron, nichées dans un vallon à une demi-heure de Toulon, ont massivement voté pour Marine Le Pen. Les élus locaux peinent à en trouver la raison



Les ruelles du vieux village de Rocbaron, refaites à neuf il y a moins d'un an, sont l'image même de la tranquillité rurale des communes du Val d'Issole.

(Photos Frank Muller)

Le Val d'Issole, coïncé entre Cuers, Le Luc et Brignoles, compte certaines des communes varoises qui ont le plus massivement voté pour Marine Le Pen. 63,26 % au second tour à Forcalqueiret, 62,51 % à Rocbaron... Au lendemain de l'élection, comme tous les autres jours, rien ne laisse pourtant supposer que les habitants de ce coin paisible et verdoyant ont davantage de raisons d'adhérer au programme fron-

tiste que les autres. Ambiance.

Ce matin du 8 mai, à Forcalqueiret. Un petit attroupement s'est formé devant la poste. Drapeaux, médailles, gerbes et écharpes tricolores sont de sortie. Direction, le cimetière, où le maire, Pierre Gautier, a pris la parole pour rappeler que c'est bien l'union des Nations dans l'Europe qui en a écarté la guerre depuis soixante-douze ans. « J'ai choisi d'insister

là-dessus en réaction aux volontés de sortir la France de l'Union européenne », sourit l' élu...

« Personne ne comprend »

Mais quand on lui demande s'il comprend pourquoi les habitants de sa commune se tournent très majoritairement vers le FN, Pierre Gautier n'a pas d'explication. « Il n'y a rien, ici, qui justifie cela. Les soirs d'élection, on s'appelle entre maires du coin et on compare... Personne ne comprend vraiment. » Au bar des chasseurs, « ni politique, ni religion, ni philosophie », prévient le patron. Dans un coin, un poster de Che Guevara, dans l'autre, une collection de bérets et de fanions militaires : « des souvenirs des quinze années pendant lesquelles j'étais para et casque bleu », souffle le gaillard. « Pas besoin de voter pour l'un ou l'autre pour être patriote », assène-t-il. Sur l'écran géant – certainement plus habitué aux retransmissions des matches de rugby, vu le nombre de drapeaux et objets aux couleurs du RCT présents dans le bar –, passent les images de la cé-

rémonie du 8 mai parisien. On voit François Hollande et Emmanuel Macron... Aucun des quatre hommes présents dans le bar, ne semble particulièrement réagir. « Oh, pourtant c'est sûr, ici, il doit y avoir des déçus », glisse le patron. Sur l'écran, le présentateur annonce l'émission suivante : « Tout le monde veut prendre sa place ». Rires sur le plateau et devant le comptoir...

« Un peu de délinquance, comme partout »

À Rocbaron, dont le vieux village a été dévitalisé par l'installation d'une zone commerciale à quelques kilomètres, c'est le même constat : « On a bien quelques Belphégor⁽¹⁾ et familles maghrébines, mais tout le monde vit tranquillement, va bosser, met ses enfants à l'école. Pas de problème... Bien sûr, il y a un peu de délinquance, comme ailleurs », glisse un homme.

Des vieux, des militaires... Comme partout

En fait d'insécurité, le Val d'Issole est, comme de nombreuses

zones de la région, principalement confronté aux cambriolages. Ici, pas de quartiers « chauds », pas de gros deal, pas d'agressions...

C'est bien cette ambiance tranquille que de nombreux retraités sont venus trouver dans ces villages. Ils n'y croisent les actifs que matin et soir, lorsque ces derniers vont travailler sur la côte, ou à Brignoles...

Alors ? Pourquoi tant de FN ? « C'est parce qu'il y a beaucoup de militaires », avance l'un. « C'est surtout les vieux, gavés d'intox sur Facebook, qui ont peur de tout », croit savoir l'autre... Sauf que ce sont là deux populations que l'on retrouve en d'autres lieux, où le parti de Marine Le Pen ne rassemble pas autant de suffrages... Alors, pour l'heure, le vote massif pour le FN en Val d'Issole reste inexplicable.

GUILLAUME JAMET
gjamet@varmatin.com



Pierre Gautier, maire de Forcalqueiret, a rappelé l'importance de l'Union européenne dans la préservation de la paix.

1. Surnom peu amical donné aux femmes portant le hijab (le « voile »), en référence au personnage masqué de la série télévisée de 1965 « Le Fantôme du Louvre ».

La Seyne : un barrage « fragile » au FN

Si la deuxième ville du département a placé Emmanuel Macron en tête (53,63 % des suffrages) Marine Le Pen a quand même gagné 3 370 voix par rapport au premier tour

Le Front national poursuit sa progression à La Seyne. Certes, Marine Le Pen n'a pas terminé à la première place dans la deuxième ville du Var dimanche soir, contrairement au premier tour deux semaines auparavant... et même aux premiers tours des trois précédentes élections⁽¹⁾. Mais le FN a encore gagné du terrain à l'occasion de cette présidentielle: sa leader a recueilli 9870 voix le 23 avril, 13 240 avant-hier.

Crédité de 6 130 suffrages au premier tour et de 15 300 au second, Emmanuel Macron a fait encore mieux.

Alors, « pas besoin de faire de grande analyse pour être soulagé par le fait que les démocrates seynois ont pris leur part du barrage au FN », constatait Marc Vuillemot dimanche soir à la Bourse du travail.

Abstention et gouvernements pointés du doigt

« Mais ce barrage est bien plus fragile qu'il ne l'est en France », ne pouvait-il pas éluder, malgré la mobilisation impulsée avec sa majorité municipale. Et le maire de La Seyne ne se consolait



Le FN a encore gagné du terrain à La Seyne à l'occasion de cette présidentielle (13 240 voix, dimanche dernier). Crédité de 6 130 suffrages au premier tour et de 15 300 au second, Emmanuel Macron a lui aussi fait mieux dans une cité où l'absentéisme a, pourtant, été la plus forte de l'ouest-Var. (Photo Ly. F.)

pas avec une « meilleure résistance » (sic) dans sa ville que dans d'autres, comme à Six-Fours où Emmanuel Macron (50,38 %) n'a devancé Marine Le Pen (49,62 %) que de 149 voix (sur un total de 19 821). Le premier magistrat préférerait chercher une explication dans l'absentéisme, plus importante à La Seyne

(28,28 %) qu'en France (25,4 %)... et encore plus importante dans les quartiers populaires seynois (plus de 35 % à Berthe et au centre) qu'ailleurs: « Une fois de plus, nous payons sûrement le déficit d'éducation populaire qui, depuis 30 ans, souffre de la baisse constante des moyens publics ».

Et Marc Vuillemot de préciser sa pensée, ne remontant qu'à ces cinq dernières années mais jusqu'à la tête de l'État: « Ce n'est pas tous les jours que je suis d'accord avec Ségolène Royal, mais cela a été le cas lorsqu'elle a répondu "bien sûr" à un journaliste lui demandant si les gouvernements de M. Hollande

étaient pour partie responsables de la montée du FN. Oui, la gauche de gouvernement a réalisé des choses utiles, mais insuffisantes, en particulier en faveur des plus humbles des nôtres ». Le maire de La Seyne avait déjà tiré les leçons de cette présidentielle en vue des législatives et a de nouveau appelé à « la plus complète

unité de nos diverses sensibilités ».

L'union pour faire la force

Il y a eu un « premier accord entre Europe Ecologie Les Verts et le Parti socialiste, débouchant pour l'instant sur la candidature déjà un peu unitaire de Denise Verdito (EELV) et Jimmy Coste (PS) ». Mais Marc Vuillemot « considère que l'union n'est pas achevée à ce jour. Et il y a urgence ». « L'union doit d'autant plus aisément pouvoir s'élargir à la gauche de la gauche sociale-démocrate et écologiste (...) Il faut que l'ensemble des mouvements de gauche et d'écologie se parlent (...) pour convenir de rapprochements utiles entre leurs projets, afin de ne pas reproduire la division fatale de la présidentielle », prévient le premier magistrat. Et de mettre en garde: « Si, d'ailleurs, mon propre parti, le Parti socialiste, s'en exonérerait, je pourrais me sentir enclin à me libérer de ma position nationale ».

SÉBASTIEN HÉNOT
shenot@nicematin.fr

1. Le FN s'était retrouvé en pole position des élections régionales, départementales et européennes.

Et aussi...

Abstention

Plus importante ville du secteur, La Seyne a également été celle où le taux d'absentéisme a été le plus élevé: 28,28 %.

Riboux

L'ouest-Var a vu quatre de ses records pour ce second tour établis par sa plus petite commune: le meilleur taux de participation (86,96 %), le meilleur score pour Marine Le Pen (60 %), le plus grand taux de bulletins nuls (14,49 %) et l'absence totale de bulletin blanc (0 %).

Blancs

Si aucun n'a été comptabilisé à Riboux, les bulletins blancs se sont tout de même fait remarquer par leur importance dans l'ouest-Var lors de ce second

tour: pour le taux le plus élevé, le record est détenu par Evenos (8,86 %, soit 172 voix muettes) mais, en nombre, La Seyne (2 865 blancs, soit 6,4 %) est devant Six-Fours (2 109, 7,01 %) et Sanary (1 081, 6,91 %).

Egalité parfaite

Emmanuel Macron et Marine Le Pen n'ont pas été départagés dans le bureau 122 de La Seyne (espace sociale docteur Raybaud) avec 248 voix chacun.

Forum citoyen

Comme mercredi dernier, Marc Vuillemot invite les « concitoyens de la gauche et de l'écologie dans leurs diversités à se retrouver pour un forum citoyen » le soir du mercredi 17 mai à la Bourse du travail.

A l'ouest, du nouveau

Il y a eu du nouveau dans l'Ouest-Var dimanche soir: alors que Marine Le Pen était arrivée en pole position dans huit des treize communes du secteur⁽¹⁾ au premier tour, elle ne l'était plus que dans trois avant-hier. En l'occurrence, Riboux (60 %), qui avait placé François Fillon devant le 23 avril, Signes (59,8 %) et Evenos (51,22 %), où la candidate du Front national s'était déjà positionnée au premier rang deux semaines auparavant. Emmanuel Macron a donc terminé en tête dans les dix autres villes. Mais il s'en est fallu de très peu à Six-Fours (50,38 %), Saint-Mandrier (50,71 %) ou Le Castellet (51,01 %), où Marine Le Pen avait terminé au premier rang au premier tour.

Le nouveau président de la République a fait mieux à Ollioules (52,65 %) et La Seyne (53,63 %), qui avaient préféré la leader du FN



(Photo L.)

le 23 avril, ou Saint-Cyr (53,81 %), qui avait choisi le candidat Les Républicains il y a deux semaines. Et il a réalisé ses meilleurs scores au Beausset (54,57 %), où il avait déjà signé sa meilleure performance ouest-varoise, à Sanary (55,1 %),

Bandol (56,69 %) et La Cadière (59,41 %), les trois autres communes où François Fillon avait devancé les finalistes.

1. François Fillon avait terminé premier dans les cinq autres.